



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 855

Texte de la question

AGRESSIONS CONTRE LES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Yves Le Bouillonec, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Yves Le Bouillonec. Monsieur le ministre de l'intérieur, hier, vous avez présidé la cérémonie d'hommage à Aurélie Fouquet, policière municipale de la commune de Villiers-sur-Marne, tuée il y a trois ans dans l'exercice de ses fonctions, alors que son collègue Thierry Moreau était, quant à lui, grièvement blessé. Hier également, vous avez rendu hommage aux policiers de la brigade anticriminalité parisienne, Boris Voelckel et Cyril Genest, tués en service il y a deux mois, alors qu'un de leurs collègues, Frédéric Kremer, était, quant à lui, grièvement blessé.

Dimanche dernier à Guérande, vendredi dernier à Fosse et dans le Lot, comme précédemment dans les Yvelines, des individus ont délibérément pris pour cible des fonctionnaires qui opéraient des contrôles, en les blessant, pour certains, très grièvement. Bien entendu, cela est inacceptable.

Dans quelques jours, vous allez commémorer le triste anniversaire du drame des Collobrières où Alicia Champion et Audrey Berthaut, deux femmes gendarmes, ont perdu la vie.

Nous nous sommes associés à l'hommage que la nation a rendu à ces femmes et à ces hommes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs missions, en assurant notre soutien à leurs familles durement éprouvées, ainsi qu'aux fonctionnaires blessés.

Quelles lourdes interrogations provoquent ces faits qui méprisent et refusent l'autorité des fonctionnaires, chargés des hautes missions de sécurité et de tranquillité publique, et qui incarnent aussi l'exigence du respect de la loi, de la règle commune sans laquelle aucun corps social ne peut construire son avenir !

Monsieur le ministre de l'intérieur, vous avez rappelé que ces fonctionnaires étaient le symbole de l'engagement de tant d'autres qui, confrontés quotidiennement à la violence de notre société, restent les garants de notre pacte républicain et de notre paix sociale.

Face à ce défi, qui met en cause la sécurité de nos concitoyens et celles des fonctionnaires qui ont justement la charge de les protéger, comment l'État, dans ses fonctions régaliennes, doit-il et veut-il affronter cette réalité grave ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, nous étions en effet hier, avec votre collègue Jacques-Alain Bénisti, à Villiers-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, pour rendre hommage à Aurélie Fouquet, policière municipale.

C'est vrai que les forces de l'ordre, policiers, gendarmes - et policiers municipaux, que je ne veux pas oublier -, paient leur engagement parfois de leur vie et souvent de leur intégrité physique. Nous leur devons évidemment soutien et confiance, parce qu'il y a de la violence dans la société.

En 2010, 1 408 militaires de la gendarmerie ont été blessés ; ils étaient 1 439 en 2011 et 1 342 en 2012. Notre société vit donc cette réalité depuis longtemps. Au-delà du soutien et de la confiance, nous y répondons par l'action de la justice, dont je discute souvent avec la garde des sceaux, qui doit être impitoyable à l'égard de ceux (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) qui s'en prennent aux forces de l'ordre.

D'ailleurs, votre collègue Bénisti le disait très justement hier, à l'occasion de cet hommage. Mesdames et messieurs de l'opposition, si vous étiez capables de discernement sur ce sujet, vous pourriez vous rassembler

tous contre l'insécurité et la violence. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Vous n'avez aucune leçon à donner dans ce domaine, au vu des résultats.

L'une des façons de soutenir la police et la gendarmerie, monsieur le député, c'est de leur donner des moyens supplémentaires. Après une hémorragie dans les effectifs et la suppression de 10 000 postes de policiers et de gendarmes, ce gouvernement créé des postes supplémentaires. La police et la gendarmerie ont besoin de moyens humains, techniques, scientifiques et financiers pour faire face à la délinquance.

Oui, mesdames et messieurs de l'opposition, vous n'avez pas pris vos responsabilités quand vous étiez au pouvoir. Oui, nous, nous les assumons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Le Bouillonnet](#)

Circonscription : Val-de-Marne (11^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 855

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 mai 2013](#)